

# La conférence du califat cherche à islamiser l'Europe et les Etats-Unis

<http://www.stonegateinstitute.org/2866/caliphate-conference>

La conférence du califat cherche à islamiser l'Europe et les États-Unis

Par [Soeren Kern](#)

21 février 2012

Le but explicite du processus d'Istanbul – actuellement soutenu par l'administration Obama – est de faire de la critique de l'islam un crime international.

Un groupe de musulmans fondamentalistes organise une conférence axée sur la transformation de l'Autriche et d'autres pays européens en États islamiques.

La « [Conférence 2012 du califat](#) » aura lieu le 10 mars dans la ville autrichienne de Vösendorf juste au sud de Vienne. Le thème principal de l'événement sera « **Le califat, modèle d'État pour l'avenir** ».

La conférence est organisée par Hizb ut-Tahrir (Parti de la libération), groupe extrémiste panislamique qui cherche à établir un état islamique mondial ou califat, gouverné par la charia.

Hizb ut-Tahrir – qui est interdit dans de nombreux pays y compris en Allemagne, mais qui est libre d'opérer en Autriche – s'oppose violemment au capitalisme et à la démocratie

occidentale et il cherche à étendre le futur califat à l'Europe et aux États-Unis.

Selon une [vidéo \(en allemand\)](#) pour la promotion de la conférence, « Le califat islamique est le seul système social et politique qui ait les bonnes solutions aux problèmes politiques, sociaux et économiques de l'humanité. »

Hizb ut-Tahrir s'est vu interdit de tenir en [Belgique](#) une conférence analogue qui avait été prévue pour le 4 mars. Le groupe a également organisé une conférence sur le califat à [Amsterdam](#) en juillet dernier et aussi l'année précédente à [Chicago](#) en juin 2010.

Des analystes disent que le caractère ouvert de la conférence de Vienne est le signe qu'Hizb ut-Tahrir améliore ainsi ses recrutements parmi les musulmans européens.

Selon [Steven Emerson](#), autorité de premier plan dans le domaine des réseaux islamistes extrémistes, Hizb ut-Tahrir s'inspire du processus en trois étapes par lequel les musulmans ont créé le premier califat islamique après la mort du Prophète Mahomet, en l'an 632.

Au cours de la première phase, Hizb ut-Tahrir constitue un parti en préparant un petit nombre de sympathisants au recrutement et à la propagande. Dans la deuxième phase (qu'Hizb ut-Tahrir est maintenant en train de gagner en Europe et aux États-Unis), le groupe instruit des musulmans afin de recruter un collectif plus grand de personnes rejoignant Hizb ut-Tahrir et soutenant sa révolution. Enfin, ayant gagné le soutien des musulmans, Hizb ut-Tahrir agit pour fonder un gouvernement islamique.

Tandis que les musulmans s'emploient à islamiser l'occident de l'intérieur, ils exigent parallèlement que les occidentaux ne soient pas autorisés à critiquer ces actions.

[L'Organisation de la Coopération islamique \(OCI\)](#), un groupe de

57 pays musulmans qui prétend être la voix de tout le monde musulman, a parrainé un symposium anti-islamophobie à Bruxelles les 15 et 16 février 2012.

Le premier événement du genre a été intitulé « [La diffamation de l'islam et des musulmans dans les médias](#) », et « visait à monter des opérations d'information pour faire face aux campagnes calomnieuses contre l'Islam dans les médias. »

L'atelier faisait partie du Processus dit d'Istanbul, une offensive des pays musulmans pour faire de la critique de l'islam un crime international.

Le but explicite du processus d'Istanbul est d'inscrire dans le droit international une interdiction mondiale de tout examen critique de l'islam et de la loi islamique, la charia.

Basée en Arabie saoudite, l'OCI a longtemps pressé l'Union européenne et les États-Unis afin qu'ils imposent des limites à la liberté de parole et d'expression sur l'Islam.

Mais l'OCI a redoublé d'efforts et elle s'est engagée dans une offensive diplomatique résolue pour convaincre les démocraties occidentales de mettre en application la [Résolution 16/18](#) du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies (HRC) qui appelle tous les pays à lutter contre « l'intolérance, les stéréotypes négatifs et la stigmatisation de... la religion et des croyances. » (On peut trouver [ici](#) et [ici](#) des analyses de la guerre de l'OCI contre la liberté d'expression).

La Résolution 16/18 qui a été adoptée à Genève en mars 2011 au siège du CDH, est largement considérée comme une étape importante dans les efforts de l'OCI pour faire avancer le concept juridique international de diffamation de l'islam.

Toutefois, la Résolution du CDH – ainsi que la [Résolution 66/167](#) parrainée par l'OCI qui a été discrètement approuvée par l'Assemblée générale des 193 membres des Nations unies le 19 décembre 2011 – reste sans effet tant qu'elle ne dispose

pas du puissant appui de l'occident.

L'OCI a cependant marqué un coup diplomatique lorsque l'administration Obama a accepté d'accueillir les 12-14 décembre 2011 à Washington, une [Conférence du Processus d'Istanbul](#). Ce faisant, les États-Unis ont donné à l'OCI la légitimité politique qu'elle recherchait pour mondialiser son initiative visant à interdire la critique de l'islam.

Suivant l'exemple de l'administration Obama, l'Union européenne veut maintenant entrer en action en organisant le prochain sommet du Processus d'Istanbul.

Jusqu'à présent, l'Union européenne a gardé l'initiative de l'OCI à distance. Mais Ekmeleddin Ihsanoglu, Secrétaire général de l'OCI dit de l'offre récente de l'UE d'accueillir la réunion, qu'elle représente un « [changement qualitatif dans la lutte contre le phénomène de l'islamophobie](#) », selon l'Agence internationale d'informations islamiques (IINA), l'organe officiel d'information et de propagande de l'OCI.

Selon l'IINA, « On trouve le phénomène de l'islamophobie généralement en occident, mais il augmente en particulier dans les pays européens, de façon différente de celui des États-Unis qui avaient contribué à la rédaction de la Résolution 16/18. La nouvelle orientation de l'Europe représente le début du changement dans sa réserve des années précédentes à propos des tentatives de l'OCI de répondre à la ''diffamation des religions'' au Conseil des droits de l'homme et à l'Assemblée générale des Nations Unies. »

Le rapport de l'IINA poursuit : « Les fonctionnaires de la Direction des Affaires Culturelles de l'OCI ont déclaré que l'offre de l'Union européenne d'accueillir la troisième réunion (la première était en juillet à Istanbul et la seconde en décembre dernier à Washington) est vue comme une possibilité nouvelle prometteuse de résoudre ce problème. Par la tenue de la réunion en Europe, plus touchée par le

phénomène de l'islamophobie et l'hostilité envers l'islam, le « Processus d'Istanbul » connaîtra un nouvel essor. »

Selon l'OCI, l'atelier de février de lutte contre l'islamophobie était d'une « importance particulière », car il a eu lieu seulement quelques semaines avant la réunion de l'ONU du Conseil des droits de l'homme à Genève du 27 février au 23 mars, au cours de laquelle la Résolution 16/18 sera revotée.

En septembre 2011, un organe de l'OCI appelé l'Organisation Islamique pour l'Education, la Science et la Culture (IESCO), a [organisé un séminaire à Bruxelles](#) sur « la façon de traiter dans les programmes de télévision européens les images stéréotypées de l'islam ».

Le séminaire a été conçu pour aider les journalistes européens à « identifier les caractéristiques des stéréotypes sur l'islam dans les programmes de télévision européens, mettre en évidence les dangers de la diffamation des religions et clarifier la distinction entre la liberté d'expression et le droit à la différence culturelle, l'attachement à l'identité culturelle islamique et la lutte contre le racisme et la haine ».

Dans son dernier livre intitulé « [L'Europe, la mondialisation et la venue du califat universel](#) \*», Bat Ye'or, une éminente spécialiste de l'islam en occident, écrit que l'OCI est essentiellement un « prétendu califat universel » qui exerce un pouvoir considérable au travers de l'Union européenne, de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales.

Ye'or décrit un manuel de stratégie de l'OCI, « Stratégie de l'Action culturelle islamique en Occident » dans lequel l'OCI affirme que « les communautés d'immigrants musulmans en Europe font partie de la nation islamique ». Le document poursuit en recommandant « une série de mesures pour empêcher

l'intégration et l'assimilation des musulmans dans la culture européenne ».

Selon Ye'or, « Le califat est actif et en pleine croissance au sein de l'Europe... Il a progressé à cause du déni des dangers et de l'occultation de l'histoire. Il a avancé sur des tapis luxueux dans les couloirs dorés du dialogue, le réseau des Alliances et des partenariats ; dans la corruption de ses dirigeants, des intellectuels et des ONG, en particulier à l'Organisation des Nations Unies ».

[Soeren Kern](#) est *Senior Fellow* pour la politique européenne au Grupo de Estudios Estratégicos / Centre d'études stratégiques à Madrid. Suivez-le sur [Facebook](#).

### **Traduction Jenny Marie**

\*Publication française sous le titre : *L'Europe et le spectre du califat*, Le Provinciales

